

No. 29218

**FRANCE
and
BURKINA FASO**

Agreement in the field of education, culture, sport, audio-visual communication and the press. Signed at Paris on 4 February 1986

Authentic text: French.

Registered by France on 16 November 1992.

**FRANCE
et
BURKINA FASO**

Accord en matière d'enseignement, de culture, de sport, de communication audiovisuelle et de presse. Signé à Paris le 4 février 1986

Texte authentique : français.

Enregistré par la France le 16 novembre 1992.

ACCORD¹ EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT, DE CULTURE, DE SPORT, DE COMMUNICATION AUDIO-VISUELLE ET DE PRESSE ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE BURKINA FASO

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement du Burkina Faso sont convenus de ce qui suit :

TITRE I. DE LA COOPÉRATION EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT

Article 1^{er}

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement du Burkina Faso réaffirment leur volonté de coopérer pour aider au développement de l'enseignement et pour favoriser la formation de leurs ressortissants.

Article 2

La coopération en matière d'enseignement se traduit notamment par la mise à disposition d'enseignants, l'octroi de bourses d'études et de stages, l'aide aux établissements scolaires et universitaires, notamment ceux qui forment les enseignants et les techniciens. Les orientations et les modalités de cette coopération seront étudiées et arrêtées à l'occasion de la réunion de la Grande Commission Paritaire ou, si nécessaire, au cours de réunions *ad hoc* organisées d'un commun accord.

Article 3

Le personnel enseignant mis à la disposition de l'autre partie est désigné d'un commun accord par les parties contractantes et nommé par le gouvernement de l'Etat bénéficiaire.

La procédure de mise à disposition de ces personnels, leurs devoirs, leurs droits et garanties sont définis par les dispositions de l'accord général de coopération technique en matière de personnel.

Article 4

L'état des besoins en personnel enseignant est arrêté annuellement par les Etats contractants avant le 31 décembre de chaque année pour l'année scolaire ou universitaire suivante.

Article 5

Le contrôle pédagogique des personnels enseignants en service sur le territoire de chacune des parties contractantes sera assuré par le corps d'inspection du Ministère de l'Education de leur pays d'origine pour le déroulement de leur carrière. Chaque Gouvernement fait parvenir annuellement à la représentation de l'autre des

¹ Entré en vigueur le 31 mars 1992, date de réception de la dernière des notifications (des 9 juillet 1991 et 31 mars 1992) par lesquelles les Parties se sont informées de l'accomplissement des dispositions constitutionnelles, conformément à l'article 22.

appréciations sur la manière de servir des agents mis à sa disposition en vertu de la présente convention.

TITRE II. DE LA COOPÉRATION EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TECHNIQUE

Article 6

Chaque Gouvernement accorde à l'autre partie toutes facilités pour ouvrir et entretenir ou soutenir sur son territoire dans le respect des lois et règlements en vigueur, des établissements d'enseignement relevant de son autorité.

Chaque Gouvernement accorde aux ressortissants de l'autre partie le libre accès à ses établissements d'enseignement.

Article 7

Les établissements français visés à l'article 6 ci-dessus, dans le respect des lois et règlements en vigueur, dispensent un enseignement conforme au calendrier, horaire, programmes et méthodes de l'enseignement français, et sanctionné par les diplômes français.

Ces établissements sont exonérés de tous droits et taxes, contributions ou impôts au titre de leurs activités. Ils sont autorisés à importer en franchise des droits et taxes de douanes par l'intermédiaire de leur Ambassade respective, les équipements, véhicules, mobiliers et approvisionnements nécessaires au fonctionnement d'un établissement scolaire.

Les établissements burkinabe visés à l'article 6 ci-dessus bénéficient, dans les mêmes conditions, des mêmes dispositions.

Article 8

L'ensemble du personnel enseignant et administratif expatrié employé dans les établissements visés à l'article 6 jouit du régime social, fiscal et douanier, applicable aux personnels mis à disposition dans le cadre de l'accord de coopération technique en matière de personnel.

Article 9

Les ressortissants de la République Française et les ressortissants du Burkina Faso, personnes physiques et morales peuvent ouvrir et entretenir sur le territoire de l'autre République des Etablissements d'enseignement privé, sous réserve que dans les mêmes conditions que ses nationaux, ils obtiennent préalablement l'autorisation du gouvernement intéressé, qu'ils aient les qualifications professionnelles requises pour enseigner et qu'ils se conforment aux lois et règlements en vigueur. Les établissements privés régulièrement autorisés et reconnus à la date d'effet du présent accord sont habilités à poursuivre leurs activités.

Le Gouvernement du Burkina Faso autorise sur son territoire l'organisation des examens et concours professionnels nécessaires au déroulement normal de la carrière du personnel enseignant français mis à sa disposition.

Les autorités françaises ont la possibilité, après avoir informé le Gouvernement du Burkina Faso d'organiser sur le territoire du Burkina Faso d'autres concours et

examens notamment pour la sanction des études des élèves scolarisés dans les établissements français.

TITRE III. DE LA COOPÉRATION EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Article 10

Les deux gouvernements favorisent la coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, notamment par le développement des relations entre établissements d'enseignement supérieur dans le cadre et par l'intermédiaire de leurs institutions nationales compétentes.

Article 11

Au sens du présent accord, l'Enseignement Supérieur comprend l'enseignement dispensé dans les établissements d'enseignement supérieur et dans ceux qui assurent la formation et le perfectionnement des cadres supérieurs scientifiques, pédagogiques, techniques et administratifs.

Article 12

Pour faciliter l'accès des ressortissants de chacune des deux parties contractantes aux établissements d'enseignement supérieur les deux parties pourront établir à titre indicatif le niveau comparatif des études dans les deux systèmes universitaires.

Article 13

Les parties contractantes appliquent aux ressortissants de l'autre partie, sous réserve de l'observation des réglementations nationales spécifiques, les mêmes conditions d'admission et de scolarité que celles qu'elles réservent à leurs propres nationaux.

Article 14

Chaque Gouvernement accordera aux étudiants de l'autre Etat poursuivant leurs études sur son territoire les avantages sociaux attachés à la qualité d'étudiant du pays d'accueil, à l'exclusion de l'aide directe réservée aux nationaux et conformément à la réglementation du pays d'accueil. Les étudiants devront se conformer aux lois et règlements du pays d'accueil.

Article 15

Les parties contractantes favoriseront selon leurs moyens la formation et le perfectionnement de leurs ressortissants par l'octroi de bourses d'études ou de recherche et par l'organisation de stages et de cycles d'études spéciaux. Dans ce but les parties contractantes s'efforceront de faciliter l'accès des ressortissants de l'autre partie aux établissements d'enseignement supérieur et instituts de recherche scientifique et technique, dans le respect de l'autonomie pédagogique de ces établissements et des conditions d'accès qui leur sont propres.

Article 16

Les deux parties contractantes établiront en Grande Commission Paritaire le bilan de la coopération dans l'enseignement supérieur et fixeront d'un commun accord les programmes de coopération.

TITRE IV. DE LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE CULTURE, DE SPORT, DE COMMUNICATION AUDIO-VISUELLE ET DE PRESSE

Article 17

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement du Burkina Faso décident d'œuvrer en commun pour l'épanouissement des arts, des lettres, des sports, pour la connaissance de leur patrimoine culturel respectif et le développement de la communication audio-visuelle et de presse.

Cette coopération comportera également, dans les conditions fixées d'un commun accord, la participation du gouvernement français au développement des institutions à vocation littéraire, scientifique ou artistique, et réciproquement.

Article 18

Les parties contractantes encourageront par tous les moyens à leur disposition les échanges culturels et sportifs entre elles-mêmes et entre leurs ressortissants sous réserve du respect des règlements en vigueur dans chacun des deux pays.

En particulier, les deux parties favoriseront sur leur territoire la création par l'autre partie de bibliothèques, instituts et centres culturels destinés à répandre la connaissance mutuelle de leur culture et de leur civilisation. Elles aideront, sous réserve des règlements en vigueur dans chaque pays, les échanges de documents, matériels et expériences dans le domaine des livres, publications, disques, films et radiodiffusion.

Les deux parties s'engagent de même à faciliter la connaissance de leurs vies nationales respectives par tous les moyens et notamment par l'organisation de voyages documentaires, de stages, d'échanges d'enseignants, d'artistes, et de jeunes, par l'octroi de bourses et par l'emploi des techniques de communication audio-visuelle.

Article 19

Les ressortissants de chacun des deux états disposent sur le territoire de l'autre, dans le domaine de la pensée et de l'art, de toute la liberté compatible avec le respect des lois et règlements en vigueur.

L'entrée, la circulation et la diffusion des moyens d'expression de la pensée et de l'art de chacun des deux pays sont assurées librement et, dans toute la mesure du possible, encouragées sur le territoire de l'autre, sous réserve du respect des lois et règlements en vigueur.

Des facilités, comportant notamment les franchises douanières, fiscales et parafiscales complètes seront accordées dans chacun des deux pays pour l'importation de matériel culturel en provenance du territoire de l'autre partie contractante et destiné aux activités culturelles des organismes ou établissements reconnus par l'Etat.

Article 20

Chaque Gouvernement s'efforcera d'apporter son concours à la formation en matière de Presse et de Communication audiovisuelle (radio, télévision, cinéma) et à l'étude de toutes questions techniques, financières et administratives relatives à l'organisation, à l'exploitation et au développement des moyens de communication et d'information.

De même, des spécialistes, tant dans le domaine technique que dans celui des programmes pourront être mis par l'un des gouvernements à la disposition de l'autre dans le cadre des dispositions de l'accord de coopération technique en matière de personnel.

Article 21

Le présent accord peut faire l'objet de révision partielle ou totale à la demande de l'une ou l'autre des parties. En cas de dénonciation, celle-ci devra être notifiée par voie diplomatique moyennant un préavis de six mois.

Article 22

Le présent accord abroge l'accord de coopération en matière d'enseignement supérieur fait à Paris le 24 avril 1961¹, l'accord par échange de lettres portant modification de l'article 4 de l'accord de coopération culturelle signé le 20 mars 1970² ainsi que le protocole d'accord en matière d'enseignement supérieur fait le 26 mars 1971.

Il entrera en vigueur lors de la réception de la dernière des notifications constatant que, de part et d'autre, il a été satisfait aux dispositions constitutionnelles en vigueur dans chacun des deux Etats.

FAIT à Paris le 4/2/86³ en double exemplaire, en langue française.

Pour le Gouvernement
de la République Française :

[Signé]

CHRISTIAN NUCCI
Ministre délégué à la Coopération
et au Développement

Pour le Gouvernement
du Burkina Faso :

[Signé]

BASILE GUISSOU
Ministre des Relations Extérieures
et de la Coopération

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 782, p. 227.

² *Ibid.*, p. 177.

³ 4 février 1986 — 4 February 1986.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ IN THE FIELD OF EDUCATION, CULTURE, SPORT,
AUDIO-VISUAL COMMUNICATION AND THE PRESS BE-
TWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND BURKINA FASO

The Government of the French Republic and the Government of Burkina Faso have agreed as follows:

TITLE I. COOPERATION IN THE FIELD OF EDUCATION

Article 1

The Government of the French Republic and the Government of Burkina Faso reaffirm their willingness to cooperate in assisting the expansion of education and encouraging the training of their nationals.

Article 2

Cooperation in the field of education shall take the form, *inter alia*, of the provision of teachers, the granting of scholarships for study and practical training courses, and assistance to educational establishments and universities, especially those providing training for teachers and technicians. The guidelines and arrangements for such cooperation shall be considered and adopted at the meeting of the Joint High Commission or, as necessary, at *ad hoc* meetings organized by mutual agreement.

Article 3

Teaching personnel assigned to the other Party shall be designated by mutual agreement of the Contracting Parties and appointed by the Government of the receiving State.

The procedure for the assignment of such personnel, as well as their duties, rights and guarantees, shall be defined by the provisions of the General Agreement on Technical Cooperation in Personnel Matters.

Article 4

The requirements for teaching personnel shall be established annually by the Contracting States, before 31 December of each year for the next school or academic year.

Article 5

The professional evaluation of teaching personnel serving in the territory of each of the Contracting Parties shall be carried out by the board of inspectors of the Ministry of Education of the country of origin of such personnel, with a view to their career development. Each Government shall transmit annually to the other's diplo-

¹ Came into force on 31 March 1992, the date of receipt of the last of the notifications (of 9 July 1991 and 31 March 1992) by which the Parties informed each other of the completion of the constitutional procedures, in accordance with article 22.

matic mission evaluations of the performance of the personnel assigned to it under this Agreement.

TITLE II. COOPERATION IN THE FIELD OF PRIMARY, SECONDARY AND TECHNICAL EDUCATION

Article 6

Each Government shall grant to the other Party all necessary facilities for setting up, maintaining and supporting in its territory, with due regard for the laws and regulations in force, teaching establishments under its authority.

Each Government shall give nationals of the other Party free access to its educational establishments.

Article 7

The French establishments referred to in article 6 above shall, with due regard for the laws and regulations in force, provide an education in accordance with the calendar, timetable, curricula and methods of the French educational system, as certified by French diplomas.

Such establishments shall be exempt from all charges, fees, rates or taxes imposed by virtue of their activities. They shall be entitled to import through their respective embassies, free of customs duties and charges, such equipment, vehicles, furniture and supplies as are needed for the operation of an educational establishment.

The establishments of Burkina Faso referred to in article 6 above shall benefit, under the same terms, from the same provisions.

Article 8

An expatriate teaching and administrative staff employed in the establishments referred to in article 6 shall be subject to the social, tax and customs regime applicable to personnel assigned within the framework of the Agreement on Technical Cooperation in Personnel Matters.

Article 9

Nationals of the French Republic and nationals of Burkina Faso, whether individuals or legal entities, may set up and maintain private educational establishments in the territory of the other Republic provided that, under the same conditions as nationals of that Republic, they obtain prior authorization from the Government concerned, possess the requisite professional teaching qualifications and abide by the laws and regulations in force. Private establishments which are properly authorized and recognized as of the date of the entry into force of this Agreement shall be entitled to continue their activities.

The Government of Burkina Faso shall authorize in its territory the holding of the professional examinations and competitive examinations necessary for the normal career development of the French teaching personnel assigned to it.

The French authorities shall be able, after so informing the Government of Burkina Faso, to hold other examinations and competitive examinations in the ter-

ritory of Burkina Faso, for instance for certifying the studies pursued by students educated in French establishments.

TITLE III. COOPERATION IN THE FIELD OF HIGHER EDUCATION

Article 10

The two Governments shall promote cooperation in the field of higher education, in particular by developing relations between establishments of higher education within the framework of and through their competent national institutions.

Article 11

Within the meaning of this Agreement, higher education shall comprise education provided in establishments of higher learning and establishments offering training and advanced training for senior scientific, teaching, technical and administrative personnel.

Article 12

To facilitate the access of nationals of each Contracting Party to establishments of higher education, the two Parties may establish, as a guide, the comparative level of courses in the two university systems.

Article 13

Each Contracting Party shall apply to nationals of the other Party, subject to compliance with specific national regulations, the same admission conditions and the same academic requirements as are applied to its own nationals.

Article 14

Each Government shall accord to students of the other State studying in its territory the social benefits to which students are entitled in the host country, with the exception of direct assistance reserved for nationals and in accordance with the regulations of the host country. Such students must abide by the laws and regulations of the host country.

Article 15

The Contracting Parties shall, as their means permit, encourage the training and advanced training of their nationals by awarding study or research scholarships and by organizing practical courses and special study programmes. To this end, each Contracting Party shall endeavour to facilitate the access of nationals of the other Party to establishments of higher education and scientific and technical research institutes, with due regard for the educational autonomy of such institutions and their own admission requirements.

Article 16

The two contracting Parties shall, within the Joint High Commission, evaluate the progress of cooperation in the field of higher education and establish programmes of cooperation by mutual agreement.

TITLE IV. COOPERATION IN THE FIELD OF CULTURE, SPORT,
AUDIO-VISUAL COMMUNICATION AND THE PRESS

Article 17

The Government of the French Republic and the Government of Burkina Faso decide to work together for the development of the arts, literature and sport; for greater knowledge of their respective cultural heritages; and for the expansion of audio-visual communication and the press.

This cooperation shall also include, under terms to be established by mutual agreement, the reciprocal participation of the French and Burkina Faso Governments in the development of literary, scientific and artistic institutions.

Article 18

The Contracting Parties shall, by all means available, encourage cultural and sports exchanges between their two countries and between their nationals, subject to respect for the regulations in force in each country.

In particular, each Party shall encourage the establishment of libraries, institutes and cultural centres in its territory by the other Party, with a view to promoting knowledge of each other's culture and civilization. The Parties shall facilitate, subject to the regulations in force in each country, exchanges of documents, materials and experience in the field of books, publications, records, films and radio broadcasting.

The two Parties also undertake to promote knowledge of national life in their respective countries by all available means, including the organization of study tours, practical training courses, exchanges of teachers, artists and youth, the granting of scholarships and the use of audio-visual communication techniques.

Article 19

Nationals of each State shall enjoy in the territory of the other State, in the areas of thought and art, every freedom compatible with respect for the laws and regulations in force.

The entry, circulation and distribution of means of expression of the thought and art of each country shall be allowed without restriction and, to the extent possible, encouraged in the territory of the other, subject to respect for the laws and regulations in force.

Facilities, including full exemption from customs duties, taxes and special levies, shall be granted in each country for the import of cultural materials from the territory of the other Contracting Party, for use in the cultural activities of organizations or establishments recognized by the State.

Article 20

Each Government shall endeavour to provide support for training in the field of journalism and audio-visual communication (radio, television, film) and for the study of any technical, financial or administrative questions concerning the organization, use and development of information and communication media.

Similarly, experts in both the technical field and in programming may be assigned by one Government to the other within the framework of the Agreement on Technical Cooperation in Personnel Matters.

Article 21

This Agreement may be amended entirely or in part, at the request of either Party. In the event of denunciation, notice thereof shall be given through the diplomatic channel at least six months in advance.

Article 22

This Agreement repeals the Agreement on cooperation in the field of higher education signed at Paris on 24 April 1961,¹ the Agreement by exchange of letters amending article 4 of the Agreement on cultural cooperation, signed on 20 March 1970,² and the Protocol of Agreement in the Field of Higher Education signed on 26 March 1971.

It shall enter into force upon receipt of the latter of the two notifications stating that the constitutional formalities in force in each of the two States have been completed.

DONE at Paris on 4 February 1986, in duplicate in the French language.

For the Government
of the French Republic:

[Signed]

CHRISTIAN NUCCI
Minister for Cooperation
and Development

For the Government
of Burkina Faso:

[Signed]

BASILE GUISSOU
Minister for Foreign Affairs
and Cooperation

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 782, p. 227.

² *Ibid.*, p. 177.

